



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 58 – 13 JANVIER 2017

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

NIGERIA :
MISE EN PLACE
DU PREMIER
SYSTEME D'AIDE
SOCIALE

AFRIQUE DE L'EST :
HAUSSE ATTENDUE DES
FINANCEMENTS DE LA
BEI AU PROFIT DES
BANQUES EN 2017

MAURICE :
NETTE HAUSSE DU
TRAFIC PORTUAIRE A
MAURICE EN 2016

SENEGAL :
BAISSE DE 10 % DU
COUT DE L'ELECTRICITE
ANNONCEE POUR
2017

GUINEE :
LA BID FINANCE LA
CONSTRUCTION DE 2
ROUTES

AFRIQUE DU SUD :
LA COUR
CONSTITUTIONNELLE
CONFIRME L'OCTROI
D'UN CONTRAT DE 5
Mds ZAR A AREVA

MALAWI :
MISE EN ŒUVRE D'UN
PROJET ELECTRIQUE
COMMUN DE 180
MW AVEC LA
TANZANIE

UGANDA :
ACQUISITION DE PARTS
DE TULLOW PAR TOTAL
POUR 900 M USD
DANS LE PROJET
D'EXPLOITATION
PETROLIERE DU LAC
ALBERT

GABON :
UN PRET DE L'AFD DE
61 Mds FCFA POUR
REHABILITER LE RESEAU
FERROVIAIRE



MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Afrique : progrès limités dans le secteur de l'éducation

Si l'Afrique a réalisé d'impressionnants progrès – en 2014, 80 % des Subsahariens de 6 à 11 ans fréquentaient le cycle primaire, contre 57 % en l'an 2000 –, plus de 31 millions d'enfants restent encore exclus du système éducatif. En 2005, les membres de l'Union africaine s'étaient engagés à affecter au moins 20 % de leur budget à l'éducation. Plus d'une décennie plus tard, la moyenne subsaharienne s'établit à 17 %, alors que la part du financement supportée par les ménages ne cesse d'augmenter, exacerbant les inégalités. Faute de moyens humains et matériels, l'accès aux cycles secondaires reste quant à lui limité.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Investissements : la Chine continue d'avancer ses pions en Afrique

Le porte-parole du ministère chinois du Commerce, Sun Jiwen, a annoncé que les investissements directs non financiers sur le continent africain ont augmenté de 31 % au cours des dix premiers mois de l'année 2016 par rapport à la même période en 2015, et totalisent plus de 2,5 Mds USD sur les dix premiers mois de 2016. Il a précisé que le secteur manufacturier (industrie du textile, automobile, équipements) représente une large part des investissements des entreprises chinoises en Afrique soit 10 % du total des investissements en 2016. Selon les estimations du Forum sino-africain industriel données fin 2015, les échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique ont été « multipliés par dix » en une décennie pour atteindre 300 Mds USD en 2015.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Trustin Africa lance sa nouvelle plateforme

Après son lancement début 2016, Trustin Africa inaugure sa nouvelle plateforme en ligne www.trustin.io. Elle permet aux entreprises souhaitant se développer sur le continent africain de se connecter avec des milliers de jeunes formés localement, pour leur proposer de réaliser leurs projets de développement et d'implantation et devenir leurs relais de confiance sur place. Trustin entend ainsi faciliter l'accession aux marchés africains des PME françaises et participer à l'employabilité des jeunes talents locaux. Trustin compte aujourd'hui plus de 5 000 intervenants dans 16 pays d'Afrique subsaharienne et est soutenu par le Medef International, via son index de startups UP40.

✉ thibaud.leclerc@trustin.io – en savoir plus : www.trustin.io

▼ UEMOA : révision de la composition de l'indice composite BRVM 10

Lors de sa révision trimestrielle, l'indice BRVM 10, composée des dix actions les plus liquides de la BRVM, a vu l'entrée de la BICICI (filiale ivoirienne du groupe BNP), de la Société ivoirienne de Banque (SIB, filiale ivoirienne d'Attijari Wafa Bank) et de Vivo Energy. A l'inverse, BOA Mali, Filtisac CI et Uniwax sont sorties de l'indice. La SIB réalise une belle performance en intégrant cet indice après un peu plus de deux mois de présence sur le marché boursier régional. Les autres sociétés présentes dans l'indice BRVM 10 sont Ecobank Transnational Incorporated (Togo), Sonatel (Sénégal), Onatel (Burkina Faso), Total CI, Palm CI, SGBCI et CIE.

✉ Benoit.massuyeau@dgtresor.gouv.fr

▼ **Classement Forbes des milliardaires africains : Dangote toujours à la 1^{ère} place, avec une fortune estimée à 12,1 Mds USD**

Le roi du ciment nigérian conserve la 1^{ère} place pour la 6^{ème} année consécutive, avec une fortune estimée 12,1 Mds USD, malgré une baisse de presque 5 Mds USD pour la 2^{ème} année consécutive. Dangote est rejoint dans la liste par seulement deux autres Nigériens : le magnat des télécoms Mike Adenuga, qui est le 3^{ème} Africain le plus riche (5,8 Mds USD), et la milliardaire du pétrole Folorunsho Alakija (1,6 Md USD). Deux Nigériens sont sortis de cette liste cette année : le distributeur de pétrole Femi Otedola, dont la fortune est passée de 1,6 Md USD en 2015 à seulement 330 M USD actuellement, et le géant du sucre Abdulsamad Rabiou, passé en dessous du milliard USD en raison de l'affaiblissement du naira.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **APE : l'UE renonce aux négociations de l'Accord de partenariat économique avec l'Afrique centrale**

Une correspondance conjointe des commissaires européens au développement et au commerce, adressée à la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), relève que l'Union européenne (UE) abandonne les négociations de l'Accord de partenariat économique (APE) avec l'Afrique centrale et la redirige vers l'Accord d'étape signée avec le Cameroun, entré en vigueur en aout 2016. Cette annonce est une réponse à la proposition du président de la CEMAC de conclure un Accord de partenariat économique régional (APER). L'UE, qui dit avoir tout fait pour parvenir à un véritable accord commercial, s'était fixée comme date butoir, le 1^{er} octobre 2016, pour la ratification de cet accord.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun-Tchad : prêt de 30 Mds FCFA du Cameroun au Tchad**

Dans son rapport sur les 3^{ème} et 4^{ème} revues de la Facilité élargie de crédit octroyée au Tchad, le Fonds monétaire international, fait mention d'un prêt de 30 Mds FCFA du Cameroun au Tchad. Ce prêt servirait à l'apurement des arriérés de salaires des fonctionnaires tchadiens. Pour mémoire, le Tchad confronté au double choc de la baisse des cours de pétrole et de la menace de Boko Haram, est rentré en récession en 2016, avec un taux de croissance du PIB estimé par le FMI à -3,5%.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Attractivité de l'Afrique pour les investisseurs étrangers**

EY a publié récemment la dernière partie de son enquête sur l'attractivité de l'Afrique pour les investisseurs étrangers. Elle porte notamment sur les IDE au cours des 6 premiers mois de 2016 et confirme la tendance qui se dessinait depuis plusieurs mois. Le nombre de projets chute mais leur valeur augmente, ainsi que les créations d'emplois. La France est bien le 2^e pays d'origine des IDE sur le continent, en nombre de projets. Pour la première fois depuis 2009, l'Afrique du nord devient la région qui accueille le plus de projets. Egypte et Maroc sont les principaux pays qui en bénéficient. Enfin, la Côte d'Ivoire confirme aussi son attractivité.

<http://www.ey.com/za/en/issues/business-environment/ey-africa-attractiveness-overview-page>

✉ christophe.hemery@fr.ey.com

CONJONCTURE

▼ L'Éthiopie, miracle ou mirage ?

La croissance annuelle moyenne du PIB au cours des douze dernières années dépasse 10 %, selon Addis-Abeba. Mais, depuis quelques mois, l'Éthiopie est entrée dans une zone de turbulences. En cause, une sécheresse qui a fait resurgir le spectre de la famine sur 10,2 millions de personnes. Surtout, le pays est en proie depuis juillet à des soulèvements populaires contre la mainmise de la coalition au pouvoir sur tous les appareils de l'État. Une situation qui a conduit le FMI à revoir ses prévisions de croissance à la baisse : attendue à 8,1 %, celle-ci ne devrait finalement se situer qu'à 4,5 %. Considéré comme un modèle pour le reste de l'Afrique subsaharienne, le pays est désormais présenté comme l'illustration de la fragilité du décollage économique du continent.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Éthiopie : 872 M USD de recettes touristiques au 1^{er} trimestre 2016/17

Selon le ministre de la Culture et du Tourisme éthiopien, le secteur du tourisme a généré un revenu de 872 M USD au cours du 1^{er} trimestre de l'année fiscale 2016/17 (juillet-septembre 2016, soit avant l'instauration de l'état d'urgence). Sur cette période, environ 233 000 touristes étrangers ont visité le pays, qui s'ajoutent aux 300 000 touristes locaux. Les autorités éthiopiennes cherchent à développer le secteur du tourisme afin d'accroître les entrées de devises étrangères, qui font cruellement défaut.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Éthiopie : baisse de l'inflation à 6,7 % en décembre 2016

Selon les données de l'institut des statistiques éthiopien, le taux d'inflation pour le mois de décembre 2016 s'est élevé à 6,7 % en glissement annuel, soit une légère baisse par rapport aux 7 % enregistrés en novembre 2016. Les taux d'inflation alimentaire et non-alimentaire se sont établis à 5,3 % et 8,2 % respectivement. Le pays enregistre ainsi un taux d'inflation à un chiffre pour le 11^{ème} mois consécutif.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : limitation de la hausse de la masse salariale des fonctionnaires, un objectif difficile

Afin de limiter le déficit public, attendu à 6,9 % du PIB cette année, le gouvernement cherche à limiter la hausse de la masse salariale dans la fonction publique, équivalente à 20 % des dépenses publiques totales en 2015/16. Le gouvernement entend ainsi procéder à un gel des embauches des fonctionnaires en dehors des secteurs de la sécurité, de l'éducation et de la santé. Pour mémoire, la loi de Finances 2016/17, approuvée en juillet dernier, prévoyait une hausse de 17,1 % de la masse salariale du secteur public à 360,8 Mds KES, avant même qu'une grève ne paralyse le secteur médical en raison de revendications salariales des employés du secteur.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : seulement 1/3 de la cible de recettes budgétaires atteinte au cours des cinq premiers mois de l'année fiscale 2016/17**

Entre juillet et novembre 2016, les recettes fiscales perçues par la *Kenya Revenue Authority* (KRA) se seraient élevées à 474 Mds KES, contre une cible de 1 332 Mds KES. L'écart aurait notamment été alimenté par des recettes moindres issues de l'impôt sur le revenu, conséquence d'un marché du travail moins bien orienté qu'espéré. Les autorités étudient désormais la possibilité d'élargir l'assiette fiscale, de manière à réduire le déficit public (7,5 % du PIB en 2015/16, 6,9 % prévu pour 2016/17).

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : forte baisse des réserves de change entre octobre et décembre 2016**

Après avoir atteint 7,8 Mds USD en octobre, les réserves de change du Kenya ont atteint le niveau de 6,9 Mds USD en décembre, soit 4,3 mois d'importations. En dépit d'une tendance observée depuis 2014 à une diminution du déficit courant, les conséquences de la hausse des taux d'intérêt américain de décembre 2016 ont récemment accru les tensions financières et la banque centrale du Kenya a été contrainte d'utiliser ses réserves afin de limiter la dépréciation du shilling. Stable de janvier à fin novembre, ce dernier a perdu 1,6 % de sa valeur en décembre. En plus des réserves de change, les autorités peuvent compter sur une ligne de crédit de précaution et de liquidité de 1,5 Mds USD fournie par le FMI.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : nette hausse du trafic portuaire à Maurice en 2016**

Selon les autorités portuaires de Maurice, le volume de marchandises traité en 2016 aurait atteint 7,2 millions de tonnes, soit une augmentation de 5,9 % par rapport à 2015. S'agissant du nombre de conteneurs chargés et déchargés, il serait passé de 361 000 (dont 105 000 en transbordement) en 2015 à 388 000 (dont 122 000 en transbordement) en 2016, soit une hausse de 7,5 %. Les activités de *bunkering* ont aussi progressé, passant de 284 000 tonnes de produits pétroliers livrés en 2015 à 325 000 tonnes en 2016 (+14 %). Par ailleurs, au niveau de l'activité de croisière, 28 navires ont fait escale à Port-Louis en 2016 avec 34 500 passagers, contre 23 000 l'année précédente.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Le Rwanda toujours dans la catégorie des pays les moins avancés en 2025 selon la CNUCED**

Selon une étude de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, le Rwanda comptera toujours parmi les PMA en 2025. Les critères de l'étude sont la vulnérabilité économique, le retard sur le développement humain, et le revenu par habitant. Sur ce dernier point, il faudrait que le Rwanda atteigne un PIB par habitant de 1242 USD annuel, alors qu'il était en 2015 de moins de 700 USD. Le ministre des Finances a déclaré que cet objectif, inscrit dans la Vision 2020, sera atteint grâce notamment aux investissements faits dans le développement des infrastructures du pays.

✉ loic.agostini@diplomatie.gouv.fr

▼ **Rwanda : léger ralentissement de l'activité rwandaise au 3^{ème} trimestre**

Selon l'institut national des statistiques rwandais, la croissance rwandaise au troisième trimestre s'est établie à 5,2 %, soit une légère baisse par rapport aux 5,4 % de croissance du deuxième trimestre 2016.

✉ loic.agostini@diplomatie.gouv.fr

▼ **Soudan : négociations autour de la dette du Soudan à la Chine**

Une délégation soudanaise s'est rendue à Pékin pour discuter d'une possible renégociation de la dette du Soudan envers la Chine, qui serait de 4 Mds USD, soit près de 5 % du PIB. Un prochain *round* de négociations est attendu mi-février à Khartoum.

✉ olivier.blitz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Botswana : forte progression du PIB au T3 2016 en glissement annuel**

Au 3^{ème} trimestre 2016, la croissance du PIB a augmenté à 4,5 % en glissement annuel, après 1,3 % au T2 et 1,5 % au T1. Si l'ensemble des secteurs ont contribué positivement à la croissance, la hausse du PIB résulte essentiellement du dynamisme des secteurs de l'eau et de l'électricité (+59 %), des mines (+13,3 %), de l'hôtellerie (+6,8 %) et du secteur des transports et des communications (+5,1 %). En rythme trimestriel, cependant, l'activité s'est contractée de -0,8 % au T3 après 0 % au T2 et 2,7 % au T1. Sur l'année, la Banque centrale s'attend à une légère progression de la croissance pour l'année prochaine, à 3,4 % en g.a après 3,1 % attendu en 2016.

✉ Paul.RASO@dgtresor.gouv.fr

▼ **Malawi : la faiblesse de la croissance et l'inflation élevée pèsent sur la santé du secteur bancaire**

La Banque centrale confirme la solidité du secteur bancaire. Celui-ci affichait en septembre 2016 des ratios de capitalisation et de rentabilité toujours. Si le risque de liquidité est faible, le risque de crédit apparaît quant à lui élevé (taux de créances douteuses à 14,7 % de l'encours), renforcé par d'importantes contraintes sur l'activité (2,9 % de croissance anticipé en 2016 et 5,6 % cette année contre 3 % en 2015), par le niveau toujours élevé des taux d'intérêts en lien avec la forte inflation (+22 % en moyenne en glissement annuel sur les 11 premiers mois de l'année) et par la concentration sectorielle du crédit.

✉ Paul.RASO@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : mouvement de grève généralisé dans la fonction publique**

Les fonctionnaires ivoiriens ont entamé le lundi 9 janvier un mouvement de grève de cinq jours afin de dénoncer une réforme restrictive des retraites et réclamer une revalorisation salariale. La grève touche tous les secteurs, notamment l'éducation, la santé avec un service minimum, ainsi que l'administration territoriale.

✉ Benoit.massuyeau@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : baisse de 10 % du coût de l'électricité annoncée pour 2017**

Le Président de la République a annoncé une baisse de 10 % du prix de l'électricité à compter du 1^{er} janvier 2017 ce qui devrait représenter un gain de 30 Mds FCFA par an en faveur des consommateurs. Les modalités de cette révision du prix de l'électricité devront être définies par la Commission de régulation du secteur de l'électricité. Le secteur électrique a depuis plus d'un an connu une évolution favorable avec un temps moyen annuel de coupure d'électricité qui est passé de 912 h en 2011 à 73 h en 2016 et la mise en service de 270 MW additionnels l'an passé faisant passer les capacités de production installées de la SENELEC à 780 MW fin 2016.

✉ Kokouvi.DJABAKOU@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : amélioration des performances économiques en 2016**

Grâce aux bonnes performances dans le secteur agricole et à la relance dans les secteurs des mines et de la pêche, le taux de croissance a pu être redressé à 3,1 % en 2016 après 2 % en 2015. Le taux d'inflation pour la même période a été de 1,3 % au lieu de 3,6 % comme initialement annoncé.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : 4 % de croissance au 3^{ème} trimestre 2016**

En glissement annuel, la croissance du PIB a atteint 4 % au troisième trimestre 2016, contre 3,6 % au T3 2015. Ce rebond résulte de la hausse de la production de pétrole, liée à la relance du champ pétrolifère de Jubilee, après des problèmes techniques sur le FPSO Nkrumah, et du démarrage du champ de TEN en août 2016. Cette reprise pourrait conduire à une augmentation de l'activité économique supérieure aux prévisions du FMI pour 2016, qui n'anticipait plus que 3,3 % sur l'année écoulée (contre 3,9 % en 2015), en raison de la baisse de la production pétrolière et de la chute du prix du baril.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : le secteur des services a créé le plus d'emplois en 2016**

Selon le ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle camerounais, en 2016, environ 400 390 emplois ont été créés soit +18% par rapport à 2015. Les activités productives ont permis la création de 125 000 emplois dans le secteur des services, 70 000 dans le secteur secondaire et 40 000 dans le secteur primaire. Par ailleurs, le plan d'urgence triennal et les investissements publics ont créé 17 488 emplois en 2016.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Madagascar : création du groupement d'urbanisme d'Antananarivo

Un groupement d'urbanisme regroupant 38 communes dont la commune urbaine d'Antananarivo (CUA) et 37 communes rurales vient d'être mis en place. Cette nouvelle structure, à la différence de l'Organisme public de coopération intercommunale (OPCI) et des Zones économiques exclusives (ZEE), permettra aux communes d'élaborer une stratégie intégrée relative à l'urbanisme. Elle permettra également de procéder à l'élaboration du Plan d'urbanisme directeur (PUDi) de la capitale et ses environs, dans le cadre du projet TATOM (Tanananarive-Toamasina-Madagascar) qui représente un financement de 3,5 M EUR par la coopération japonaise (JICA). Le PUDi d'Antananarivo sera lancé officiellement en mars 2017.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique de l'Est : hausse attendue des financements de la BEI au profit des banques en 2017 : 250 M EUR, après 92 M EUR en 2016

La BEI a annoncé cette semaine à Nairobi le montant de ses financements pour les années 2016 et 2017. En 2016, la BEI a approuvé un total de 92 M EUR sous forme de lignes de crédit à des banques est-africaines, à des fins de soutien au financement des PME. Plus précisément, 20 M EUR ont été octroyés au profit d'HFC Kenya, 29 M EUR à KCB au Rwanda, en Ouganda et en Tanzanie, 15 M EUR à EXIM Tanzania et 28 M EUR à Bank of Kigali. Pour 2017, l'enveloppe allouée à la troisième Facilité d'investissement pour l'Afrique de l'Est devrait significativement augmenter et atteindre 250 M EUR, une hausse justifiée notamment par une demande forte de la part des banques locales.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali – Loi sur les PPP

La loi sur les PPP adoptée le 16 décembre 2016 donne un cadre juridique unique applicable au Mali à tous types de contrats de délégations de service public ou de contrats de partenariat à client public. Les projets de PPP doivent avoir fait l'objet d'une évaluation préalable transmise pour avis à l'unité des PPP, organisme expert indépendant, au Ministre chargé des Finances et au régulateur du secteur concerné. La sélection des opérateurs s'effectue généralement par appel d'offres avec pré-qualification ou en deux étapes. Les conditions d'attribution de gré à gré en cas d'offre spontanée seront fixées par décret. La loi prévoit le droit à indemnisation de l'opérateur notamment en cas d'acte unilatérale de l'autorité publique.

✉ jean-jacques.lecat@cms-bfl.com

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Guinée : la BID finance la construction de 2 routes

La BID vient d'accorder un financement global de 395,8 M USD pour des projets routiers régionaux concernant le Mali, le Sénégal, le Togo et la Guinée. Ce dernier pays devrait bénéficier de 208 M USD pour la construction de 2 routes régionales à savoir Dabola – Kouroussa (151 km) et Guékédou –Kissidougou- Kandembra (116 km).

✉ Lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : coopération avec le Luxembourg

Le Niger et le Luxembourg ont signé, le 13 décembre 2016, une lettre d'entente pour le financement du troisième Programme indicatif de coopération PIC III 2016-2020, d'un montant de 43 Mds FCFA (environ 66 M EUR). Les projets concernés sont essentiellement axés sur des secteurs transversaux comme l'éducation, l'enseignement professionnel et technique, le développement rural, l'environnement, et l'autonomisation économique de la femme. Le PIC est un cadre de coopération qui lie le Niger et le Luxembourg depuis 2003, année pendant laquelle la première phase a été lancée, suivie d'une seconde phase en 2008.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : signature de cinq accords de coopération économiques avec la Turquie

L'Ethiopie et la Turquie ont signé cinq accords de coopération dans les domaines de l'industrie, de l'énergie, des télécommunications, ainsi que dans le secteur bancaire. Ces accords visent à renforcer la compétitivité, la productivité et les exportations du secteur manufacturier éthiopien, à améliorer les compétences en matière de géothermie et d'exploitation du charbon, à développer la coopération entre les chaînes de télévisions publiques Ethiopian Broadcasting Corporation et Turkish Radio and Television Corporation, ainsi qu'à préparer l'installation d'un bureau facilitant les services bancaires pour les entreprises turques. Les investissements turcs en Ethiopie se sont élevés à 2,5 Mds USD en 2016.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : la BAfD choisit la Bourse de Maurice pour la cotation de son premier fonds indiciel

Pour la cotation de son premier fonds indiciel (*African Domestic Bond ETF*), la Banque africaine de développement a choisi la plateforme de la Bourse de Maurice (SEM Ltd) et a désigné une filiale de la MCB (*Mauritius Commercial Bank Investment Management / MCBIM*) pour agir comme gestionnaire du fonds. Ce fonds vise à encourager les opérateurs africains à émettre des obligations en devises locales, réduisant ainsi leur dépendance vis-à-vis des titres obligataires en devises étrangères. Pour donner un coup de pouce à ce fonds, la banque panafricaine aurait prévu d'y injecter un montant de l'ordre de 25 M USD.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gabon : signature de la convention de prêt de l'AFD de 61 Mds FCFA pour réhabiliter le réseau ferroviaire**

Le 15 décembre dernier, l'Agence française de développement et l'Etat gabonais ont signé la convention de prêt d'un montant de 61 Mds FCFA (100 M EUR) pour la réhabilitation du Transgabonais, le réseau ferroviaire national. Ce prêt s'inscrit dans un vaste projet de 217 milliards de F CFA, visant à rénover dans un souci de désenclavement les axes de communication et de transport entre Libreville et l'intérieur du pays. La gestion et l'exploitation des 710 km du Transgabonais, privatisées en 1999, sont assurées par la société SETRAG, dont la concession a été renouvelée pour 30 ans en 2005. Ce prêt devrait permettre de redresser sa situation opérationnelle et financière.

✉ sophie.pignon@twobirds.com

▼ **Congo Brazzaville: le fonds routier annonce la création de nouveaux postes de péage sur les routes nationales 1 et 2**

Lors de la 15^{ème} session de son comité de direction, tenue le 23 décembre 2016 à Brazzaville, le fonds routier a annoncé la création de nouveaux postes de péage sur les routes nationales n°1 (Pointe-Noire/Brazzaville) et n°2 (Brazzaville/Ouessou). Ces postes de péage seront créés dans le cadre de la mise en concession de ce corridor, via un partenariat public-privé entre l'État congolais et l'entreprise concessionnaire. Le français Eiffage et le groupement franco-chinois EGIS-CSEC sont en lice pour obtenir la concession de ces routes. La Banque postale du Congo sera chargée de récupérer les fonds collectés, pour le compte de l'État congolais.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tchad : 80 M USD de la Banque mondiale en appui budgétaire**

Le conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé le 21 décembre 2016 un financement additionnel de 80 M USD (40 Mds FCFA) à l'appui budgétaire de 50 M USD octroyé en décembre 2015 dans le cadre du programme de consolidation budgétaire. Selon la Banque mondiale, ce financement devrait permettre de maintenir la stabilité budgétaire et macroéconomique du Tchad, de protéger les programmes sociaux essentiels du gouvernement et de soutenir les réformes à moyen terme.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Burkina Faso : 80 Mds FCFA pour la campagne cotonnière 2016/2017

Un pool bancaire national (dont le chef de file est Ecobank) a octroyé, fin décembre 2016, un financement de 80 Mds FCFA (122 M EUR) à la Société burkinabè des fibres textiles (SOFITEX) pour la campagne cotonnière 2016/2017. La convention de financement est destinée notamment à l'achat du coton graine, au transport du coton vers les ports et au paiement des assurances. Selon le Directeur général de la SOFITEX, d'autres financements seront mobilisés auprès d'un pool mené par la Banque Islamique de Développement et d'un autre conduit par la Société Générale, l'ensemble des crédits des trois pools s'élevant à plus de 202 Mds FCFA (308 M EUR).

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Afrique du Sud : raccordement au réseau électrique de la première unité de la centrale de Kusile

Le fournisseur national d'énergie Eskom a annoncé le raccordement au réseau électrique de la première unité de la centrale à charbon de Kusile, d'une capacité de 800 MW. La centrale électrique, située dans le Mpumalanga, devrait être entièrement opérationnelle d'ici à 2021, avec une capacité totale de 4 800 MW, ce qui en fera la 4^{ème} plus grande centrale à charbon au monde (pour un coût de construction estimé à 8,5 Mds USD). Eskom est actuellement en négociation avec l'entreprise minière Anglo American pour la fourniture en charbon de la centrale.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : la Cour constitutionnelle confirme l'octroi d'un contrat de 5 Mds ZAR à Areva

La Cour constitutionnelle a rejeté le recours déposé par l'américain Westinghouse concernant l'attribution à Areva par Eskom en 2014 du contrat de remplacement des six générateurs de vapeur de la centrale électrique de Koeberg. La Cour s'est prononcée en faveur de l'appel déposé par Areva et Eskom et à l'encontre de la décision de la Cour suprême d'appel qui avait jugé illégale l'attribution du contrat (de 5 Mds ZAR soient 325 M EUR) à Areva du fait de diverses irrégularités dans la manière dont Eskom aurait géré l'offre.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Malawi : mise en œuvre d'un projet électrique commun de 180 MW avec la Tanzanie**

A l'occasion d'une réunion ministérielle spéciale, la Tanzanie et le Malawi ont décidé de mettre en œuvre un projet électrique commun de 180 MW (90 MW chacun), pour un coût estimé à un peu plus de 500 M USD. La mise en œuvre du projet suit l'accord sur le développement du bassin de la rivière Songwe (SRBDP), qui comprend la construction de barrages, la plantation d'arbres et l'irrigation.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Angola : Sonangol a déjà commencé à réduire sa production de pétrole en vertu des accords de l'OPEP de fin novembre**

Dans un communiqué de presse publié vendredi 6 janvier 2017, Sonangol a annoncé la réduction de la production de 78 000 barils par jour. La production quotidienne devrait s'établir à 1,673 million de barils par jour. Cette réduction prévue intervient dans le cadre des accords signés par les quatorze pays membres de l'OPEP le 30 novembre dernier à Vienne, en Autriche. Peu de temps après, la Russie s'est également fixée des objectifs de réduction de production, permettant aux prix du pétrole de remonter significativement sur les marchés internationaux.

✉ amilcar.cabral@businessfrance.fr

▼ **Angola : le projet d'extension du réseau de distribution dans la province de Luanda lancé**

Un vaste projet d'extension du réseau de distribution d'énergie électrique dans la province de Luanda a été lancé fin décembre 2016. Ce projet inclut la construction de neuf stations de distribution et de plusieurs centaines de postes de transformation dans la province. Selon Omar Mecupale d'ENDE (*Empresa Nacional de Distribuição de Electricidade*), le projet a une valeur de 675 M USD et a pour objectif d'améliorer la qualité d'approvisionnement de l'énergie électrique de la province. Sur les 24 prochains mois, neuf stations de distributions seront construites ainsi que plusieurs centaines de postes de transformation à Cacuaco, Viana, Belas, Luanda, Cazenga ainsi qu'Icolo et Bengo.

✉ amilcar.cabral@businessfrance.fr

▼ **Guinée : Chinalco reprend les deux blocs de bauxite abandonnés par Bhp Billiton**

Chinalco, après avoir repris la mine de Simandou vient de signer avec la société guinéenne de patrimoine minier (Soguijami), un accord lui permettant d'exploiter les deux blocs de bauxite abandonnés par Bhp Billiton lors de son retrait de la Guinée en 2012. Cet accord engage Chinalco à produire dans un premier temps 12 millions de tonnes de bauxite, puis 40 millions de tonnes. Il est également prévu une transformation en aluminium (4 millions de tonnes) après les 5 premières années d'exploitation.

✉ Lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : Managem et Avocet Mining en partenariat pour l'exploitation de la mine d'or de Tri-K**

Managem en partenariat avec Avocet Mining ont signé fin décembre avec le ministre guinéen des Mines, une convention portant sur l'exploitation de la mine d'or de Tri-K dans la région de Madiana en haute Guinée. Il s'agit d'un investissement de 100 M USD avec un objectif de production annuelle de 100 000 onces d'or et qui va permettre de créer 500 emplois directs. Les autorités guinéennes ont accordé 6 ans d'exonération fiscale aux investisseurs.

✉ Lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : un nouvel acteur dans la distribution de carburants**

Nouveauté sur le marché nigérian, le trader Okapi Energy s'apprête à se lancer sur le marché des stations-service mobiles, comme elle le fait déjà en Guinée et en RDC, pour desservir des zones reculées manquant de stations-service ou des sociétés minières par exemple. L'information confirme l'intérêt actuel des traders de produits pétroliers pour le marché nigérian de la distribution. Pour rappel, Vitol avait conclu avec Helios Investments l'acquisition de 60 % d'Oando Plc (*Financial Times*, 04/07/16), et a également été retenu après appel d'offre pour la construction de raffineries au Nigéria (*Bloomberg*, 01/04/16). Okapi Energy Group, fondée en 2012 par Mohamed Ndao, ancien responsable d'Addax Energy en Afrique centrale, est établi à Genève.

✉ pierre.decoussy@businessfrance.fr

▼ **Ouganda : acquisition de parts de Tullow par Total pour 900 M USD dans le projet d'exploitation pétrolière du lac Albert**

Total a racheté près des deux tiers (21,57 %) des 33 % de parts que Tullow (UK) détenait dans le projet d'exploitation pétrolière en Ouganda pour un montant de 900 M USD. Alors qu'initialement le projet était réparti à parts égales entre les trois partenaires français, chinois et britannique, cette acquisition permet à Total de détenir plus de 54 % des parts, contre 33 % pour CNOOC (Chine) et environ 11 % pour Tullow. Le projet pétrolier, situé sur les rives du lac Albert où Tullow avait découvert le pétrole en 2006, représente 1,7 milliard de barils de pétrole et devrait produire 230 000 barils par jour.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : publication annuelle des prix du gaz pour les investisseurs**

Le directeur en charge du secteur gazier au sein de l'*Energy and Water Utilities Regulatory Authority* (EWURA) a présenté un ensemble de dispositions visant à donner aux investisseurs une meilleure visibilité sur les prix du gaz. Après consultation des utilisateurs et des investisseurs potentiels, EWURA diffusera chaque année une liste de prix indicatifs. Auparavant, les prix étaient négociés directement entre l'investisseur et l'entreprise publique *Tanzania Petroleum Development Corporation* (TPDC). Cette annonce intervient quelques semaines après la suspension pendant plusieurs jours de l'activité de la plus grosse industrie cimentière du pays opérée par le Groupe Dangote, à la suite d'un différend concernant les prix du gaz.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : limogeage du DG de TANESCO par le Président

Le Président John Magufuli a démis de ses fonctions le 1^{er} janvier le Directeur général de l'agence de l'électricité TANESCO, Felchesmi Mramba, en fonction depuis 2012. Ce limogeage intervient au lendemain du retrait par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Sospeter Muhongo, de la décision d'augmenter de 8,5 % les tarifs de l'électricité annoncée pour 2017, dans un contexte de besoins financiers de l'agence. Cette augmentation avait été décidée par l'autorité compétente, EWURA, selon les procédures établies et après négociation avec TANESCO. J. Magufuli avait considéré que la décision d'EWURA constituait un « sabotage » des efforts du gouvernement pour industrialiser le pays.

✉ beatrice.alperte@dgtrésor.gouv.fr

▼ Congo Brazzaville : la société chinoise Wan Peng international obtient une concession forestière à Ewo

La société chinoise Wan Peng international va exploiter et transformer le bois à Ewo, chef-lieu du département de la Cuvette-ouest. La société, qui a présenté le 3 janvier son plan d'investissement au ministre de l'Économie forestière, devrait lancer ses activités au premier trimestre 2017. Le coût de cet investissement n'a pas encore été rendu public.

✉ ingrid.oramalu@dgtrésor.gouv.fr

▼ Industries

▼ Angola: la production de diamants a rapporté 1,082 Md USD au pays en 2016

Selon le directeur général de Catoca Mining Society (CMS), Sergei Amelin, la production de diamants en Angola a atteint en 2016 7,2 M de carats, pour des recettes d'1,082 Md USD, des chiffres en baisse par rapport à 2015 (production de 8,934 M carats pour des recettes de 1,182 Md en 2015). Le ministre des Mines, Francisco Queiroz, explique la baisse de la production par la chute de la production artisanale (presque -60 % sur un an), tandis que la baisse des revenus est liée à la chute des prix du diamant sur les marchés mondiaux. Au vu des projets de développement importants dans le secteur et des ambitions de CMS, Francisco Queiroz se dit optimiste quant à l'avenir du secteur en Angola.

✉ amilcar.cabral@businessfrance.fr

▼ Services

▼ Nigeria : mise en place du premier système d'aide sociale

Le Président nigérian Muhammadu Buhari a décidé de mettre en œuvre l'une de ses promesses électorales en attribuant une aide financière mensuelle aux plus pauvres dans le courant de l'année. D'ici la fin de 2017, 1 million de Nigériens devraient ainsi recevoir 5 000 nairas par mois (environ 25 USD), sur un compte en banque qui aura été spécifiquement ouvert pour eux, afin qu'ils puissent recevoir cette aide de l'État. D'ici 2021, leur nombre devrait s'élever à 5 millions. Ce premier « filet de sécurité sociale » coûtera près de 3 Mds USD sur trois ans (977 Mds de nairas) au Nigeria. La Banque Mondiale (BM), qui supervise le processus de sélection des bénéficiaires et encadre le projet, a accordé au pays un prêt de 500 M USD, mais il doit encore être validé par le Parlement.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Nigéria : Chute de 50 % du nombre de jets privés enregistrés

Selon le *Daily Trust*, le nombre de jets privés enregistrés auprès de l'Autorité nigérienne de l'aviation civile a chuté de 50 % entre 2015 et 2016, passant de 67 à 36 unités. Sur ces 36 jets privés, 18 appartiennent au secteur public et les 18 restants à des particuliers ou des entreprises. En un an, pas moins de 31 aéronefs ont été vendus ou rendus à leurs propriétaires à l'étranger, en raison notamment de la hausse des coûts annexes liés à la possession d'un jet privé (maintenance, carburants, taxes aéroportuaires, etc.) engendrée par la pénurie de devises. Il est néanmoins difficile d'estimer le nombre exact de jets privés au Nigéria, la majorité étant enregistrés à l'étranger.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Arrivée de la banque kenyane Commercial Bank of Africa (CBA) au Rwanda

CBA devrait obtenir dans les mois à venir l'agrément de la Banque centrale du Rwanda pour opérer dans le pays. CBA est déjà présente au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie. Elle espère ainsi dupliquer son produit-phare de *mobile banking* dans le pays. Sur le marché kenyan, CBA recenserait 16 millions d'utilisateurs via son service de microcrédit *M-Shwari*, et a notamment affiché la meilleure performance du secteur bancaire sur les trois premiers trimestres de 2016, avec un profit net en hausse de 52,7 %.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : Ethiopian Airlines annonce son arrivée sur le marché local

La compagnie Ethiopian Airlines (EAL) inaugurera le 28 mars prochain une liaison régulière entre Addis-Abeba et Antananarivo, qui offrira un rythme de trois vols hebdomadaires. L'ouverture de cette liaison intervient après le lancement en novembre 2016 d'une liaison entre Addis-Abeba et Moroni, et s'inscrit dans le cadre de l'expansion d'EAL dans l'océan Indien et en Afrique. Par ailleurs, EAL fait partie des compagnies en lice pour entrer dans le capital de la compagnie nationale Air Madagascar, aux côtés notamment d'Air Austral et d'Air Mauritius.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ **Rwanda : agrandissement de la flotte de Rwandair**

Le deuxième airbus de la compagnie nationale Rwandair a été livré au mois de décembre. La livraison de cet Airbus A330 300, avion le plus important de la flotte, fait suite à celle de l'A330 200 en septembre dernier, et plus récemment à celle d'un Boeing 737-800 *Next Generation*. Ces acquisitions s'inscrivent dans l'ambition du gouvernement rwandais de faire de Kigali un hub régional dans le domaine du transport aérien et d'établir des liaisons avec l'Europe, l'Inde et la Chine. Le gouvernement ambitionne d'acquérir un Airbus A350 supplémentaire pour relier Kigali à New York.

✉ loic.agostini@diplomatie.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Côte d'Ivoire : deux nouvelles entreprises pour gérer le transport sur la lagune Ebrié

Le début de l'année 2017 marquera l'arrivée de nouvelles deux entreprises pour la gestion de l'activité de transport sur la lagune Ebrié, située au cœur d'Abidjan. Cet événement marque véritablement le début de l'ouverture à la concurrence de l'activité de transport sur la lagune décidée en 2013, une activité exclusivement exercée depuis 1960 par la société d'économie mixte SOTRA (Société des transports abidjanais). Ces deux sociétés, STL et CITRANS, sont liées à l'Etat ivoirien par des contrats de concession de service public qui notamment prévoient la construction de nombreuses gares et fixent un prix maximal pour la traversée.

✉ sophie.pignon@twobirds.com

▼ Congo Brazzaville : le groupe Azur Télécom s'installe en France

Au cours d'une conférence de presse, tenue le mercredi 28 décembre 2016 à Brazzaville, le Président directeur général d'Azur Télécom, Bruno Obambi, a indiqué qu'en ouvrant son réseau en France, la société entend rapprocher l'Afrique centrale de sa diaspora. Déjà présente en République du Congo, au Gabon et en RCA, le groupe ambitionne de s'installer prochainement au Cameroun et en République démocratique du Congo. Cette déclaration présage de meilleurs jours pour Azur Télécom qui afficherait, depuis le deuxième semestre 2016, un mauvais état financier dénoncé notamment par des salariés "non payés".

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Togo : Mission du FMI

Une délégation du Fonds monétaire international séjourne à Lomé du 5 au 18 janvier. Cette mission, qui fait suite à une précédente mission article IV en novembre dernier, dispose d'un mandat de négociation pour aboutir à l'élaboration d'un programme triennal de type « Facilité élargie de crédit ». La croissance économique marque actuellement le pas, la dette publique avoisine les 70 % du PIB et la trésorerie est sous tension.

✉ Florent.danion@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers. La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Rédacteurs en Chef adjoints

Caroline Richard (DG Trésor) et Anne Cussac (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

